Le Rouage

Le bulletin d'information du
Conseil permanent de la jeunesse

Volume 6 numéro 2 - Juillet-Août 2007

Quel printemps!

Différents événements ont mobilisé l'équipe du Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) dans les dernières semaines. Pour ne nommer que ceux ayant eu le plus d'impact, notons la Rencontre intergénérationnelle portant sur la question de la dette publique qui a eu lieu les 27 et 28 avril dernier, organisée de concert avec le Conseil des aînés. Lors de ce grand rendez-vous, où la participation était sur invitation, 32 jeunes et 42 aînés étaient présents. Les conférenciers invités ont livré un contenu riche et varié et leur présence a été grandement appréciée. La présence de la ministre des Finances et présidente du Conseil du trésor, madame Monique Jérôme-Forget a été saluée. Finalement, les commentaires recueillis de la part des participants étaient très positifs pour l'ensemble de l'événement. Mission accomplie!

Par ailleurs, le 17 mai dernier, Journée internationale de lutte à l'homophobie, a été consacré au lancement de notre recherche-avis intitulée : « Sortons l'homophobie du placard... et de nos écoles secondaires ». Le lancement de cette recherche-avis a pu bénéficier d'une très belle couverture médiatique et nous espérons que les recommandations émises jouiront d'une écoute attentive de la part du gouvernement et des institutions scolaires. D'ailleurs, des représentations auprès des acteurs concernés par ce dossier seront faites à l'automne 2007.

Finalement, notons que le mémoire concernant la sécurité routière intitulé « Des recommandations qui tiennent la route » a également été rendu public. En effet, comme vous le savez, le CPJ participe aux travaux de la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) depuis l'automne 2005. Dans le mémoire diffusé, il est possible de comprendre les enjeux de ce dossier de même que les éléments de réflexion du CPJ.

Les autres dossiers de recherche du CPJ sont toujours en cours. L'automne promet de ne pas être ennuyeux puisque quelques-uns de ces dossiers seront lancés lors de cette période. Le CPJ participera également à la Commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables. Surveillez les prochaines éditions du *Rouage*!

Beaucoup de chaleur et de plaisir pour l'été!

Sophie Paquet, présidente

Hélène Dumais, vice-présidente

SOMMAIRE :

Journée internationale de lutte à l'homophobie p.2
Des recommandations qui tiennent la route p.3
Rencontre intergénérationnelle portant sur le remboursement de la dette publique p.4
4e Congrès mondial des jeunes p.5
École d'été de l'Institut du nouveau monde p.6
9e Symposium québécois de recherche sur la famille p.6
Leaders et décisionnelles, YWCA de Québec p.7
Situation et besoins des familles et des enfants p.8
Le CPJ rafraîchit son image p.8
Les municipalités unies contre le racisme et la discrimination p.9
Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador p.10
Pratique d'activité culturelle en parascolaire au collégial p.11
1 130 jeunes se sont établis en région p.12

Conseil permanent de la jeunesse
Québec

Journée internationale de lutte à l'homophobie

Par Lorraine Fournier, agente de recherche et de planification socio-économique

C'est le 17 mai dernier, lors de la journée internationale de lutte contre l'homophobie, que le Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) a procédé au lancement de son dernier avis. *Sortons l'homophobie du placard… et de nos écoles secondaires* est le titre du document qui comprend les résultats d'un travail de recherche s'étant échelonné sur une période de près de deux ans.

Les diverses données recueillies par le Conseil ne laissent point de doutes sur les manifestations de l'homophobie au sein des écoles secondaires québécoises. Des jeunes gais et lesbiennes, rencontrés en entrevue de groupe, ont livré un témoignage bouleversant de leur vécu à l'école. Ils ont clairement compris qu'ils y étaient davantage tolérés qu'acceptés. Comme l'exprimait l'un des participants : « T'es gai, mais dans le fond, faut que tu fasses rien qui est gai ». L'expression de diverses formes d'intolérance affecte aussi plusieurs jeunes. L'école apparaît comme un terrain miné par la mesquinerie, la diffamation et les dangers physiques. Pour se protéger, les jeunes évitent les personnes, les situations et les lieux à risque. Certains jeunes gais et lesbiennes subissent une violence au quotidien. Le souhait d'un participant au groupe de discussion était qu'une seule journée à l'école, on oublie qu'il soit gai.

Le Conseil a aussi analysé les résultats d'un questionnaire transmis à toutes les écoles des commissions scolaires francophones offrant l'enseignement secondaire. Ce questionnaire avait comme objectif d'identifier les moyens pris par l'école afin de lutter contre l'homophobie. Si des écoles mettent en place diverses activités visant à démystifier la diversité sexuelle et contrer l'homophobie, plusieurs améliorations restent toutefois à réaliser.

- Seulement un répondant sur quatre affirme que son école ou sa commission scolaire dispose d'une politique de lutte contre la discrimination associée à l'orientation sexuelle.
- La moitié des répondants indique que leur école n'encourage pas le personnel à suivre une formation sur le sujet de la diversité sexuelle et de la prévention de la violence homophobe.
- Les deux tiers des écoles ont recours à une ressource externe pour réaliser des activités d'information et de sensibilisation sur la diversité sexuelle. Toutefois, ce recours demeure sporadique et ne rejoint pas la majorité des élèves.
- Encore près du quart des écoles n'inscrivent pas les coordonnées d'organismes d'aide pour les jeunes de la diversité sexuelle dans l'agenda scolaire.

De gauche à droite : Hélène Dumais, vice-présidente du Conseil permanent de la jeunesse (CPJ), Éric Bernier, comédien et porte-parole de la Fondation Émergence et de Gai-Écoute, Laurent McCutcheon, président de la Fondation Émergence, Monique Giroux, animatrice à la radio de Radio-Canada et porte-parole de la Fondation Émergence et de Gai-Écoute, Sophie Paquet, présidente du CPJ, Maxime Turcotte, participant aux groupes de discussion du CPJ, Lorraine Fournier, agente de recherche au CPJ et le médaillé olympique Mark Tewksbury ayant reçu le Prix Lutte contre l'homophobie pour l'année 2007.

Sur la base de ces informations et bien d'autres, le CPJ interpelle différents acteurs sociaux dont le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), les commissions scolaires et les écoles secondaires. L'avis du CPJ comprend 32 recommandations visant à améliorer le bien-être des jeunes de la diversité sexuelle. Parmi celles-ci, il est notamment demandé au MELS de mettre en œuvre une campagne visant à sensibiliser la population à l'importance d'une école exempte d'homophobie. Il est aussi proposé, à chaque direction d'école secondaire, de nommer un porteur du dossier de lutte contre l'homophobie qui veillera à la mise sur pied d'un comité à cet effet. Le Conseil recommande également aux écoles secondaires de mettre en place divers moyens visant à sécuriser les espaces à risque (casiers, vestiaires, autobus scolaires, etc.). Enfin, le CPJ prône, par le biais d'une collaboration entre les milieux communautaires et de la santé publique, d'implanter la formule du réseau des alliés à l'ensemble des régions du Québec.

Au cours des prochains mois, afin de promouvoir ses recommandations, le Conseil sollicitera des rencontres avec les différents acteurs sociaux concernés.

L'avis *Sortons l'homophobie du placard… et de nos écoles secondaires* est téléchargeable sur le site du Conseil permanent de la jeunesse à l'adresse suivante :

www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/homophobie.pdf

Des recommandations qui tiennent la route

Le CPJ vient tout juste de rendre public son mémoire portant sur la sécurité routière ayant pour titre *Des recommandations qui tiennent la route*. Ce document a été déposé à la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) le 31 janvier dernier dans le cadre des travaux auxquels le CPJ participe avec grand intérêt.

Sécurité routière

En effet, le CPJ ne peut être indifférent à la sécurité routière puisque les accidents de la route constituent la principale cause de décès chez les jeunes de 15 à 24 ans. Toutefois, il est possible d'améliorer le bilan routier sans pénaliser l'ensemble des jeunes conducteurs par des normes restrictives risquant de créer d'importants effets pervers.

D'emblée, le CPJ souhaite que les jeunes ne soient pas traités différemment des autres conducteurs novices et que les mêmes règles s'appliquent à tous les nouveaux conducteurs, sans égard à l'âge. Responsabiliser et former les nouveaux conducteurs doit être privilégié par rapport à l'approche répressive.

Deux principes fondamentaux sont défendus par le CPJ à l'égard des jeunes dans les 12 recommandations présentées à la Table québécoise de la sécurité routière afin d'améliorer le bilan routier des jeunes, mais également pour défendre leurs intérêts. Ces deux principes sont de maintenir la mobilité des jeunes et d'être plus sévère avec les conducteurs qui commettent des infractions au code de la sécurité routière.

Le mémoire produit par le CPJ est disponible à l'adresse suivante :

www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/sec_rout.pdf

Rencontre intergénérationnelle portant sur le remboursement de la dette publique

27 et 28 avril 2007 - Montréal

Une collaboration du Conseil permanent de la jeunesse et du Conseil des aînés

À la suite d'un mandat octroyé par le biais de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009, le Conseil permanent de la jeunesse a organisé, en avril dernier, en collaboration avec le Conseil des aînés, la toute première Rencontre intergénérationnelle portant sur le remboursement de la dette publique.

Les jeunes y étaient représentés par 32 personnes provenant de diverses organisations, tout comme les 42 participants âgés de 40 ans et plus. C'est donc près de 75 individus de tous les âges qui sont venus discuter, l'espace d'un week-end, de la dette publique et de son remboursement. Doit-on rembourser la dette? Les avis sur cette question étaient partagés. Des conférenciers d'envergure ont lancé le débat sur la question, d'abord en abordant le sujet du remboursement de la dette publique (madame Françoise David et messieurs Luc Godbout, Nicolas Marceau et Bernard Élie) et, ensuite, en discutant du Fonds des générations (madame Vivian Labrie et messieurs François Dupuis, Claude Montmarquette et Louis Gill).

Cet événement, animé avec brio par madame Françoise Guénette, journaliste, s'est déroulé avec beaucoup de convivialité et les débats ont été relativement animés. La deuxième journée d'activité s'est terminée par l'allocution de la ministre des Finances, ministre des Services gouvernementaux, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, madame Monique Jérôme-Forget.

Le CPJ et le CDA ont donc accompli la mission qui leur avait été confiée dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse. Un document de synthèse de l'événement est en cours de préparation et sera disponible avant la fin de l'année 2007.

www.cpj.gouv.qc.ca

ReGénération

Québec 2008

4e CONGRÈS MONDIAL DES JEUNES

DU 10 AU 21 AOÛT 2008, DANS LE CADRE DES FÊTES DU 400E ANNIVERSAIRE DE LA VILLE DE QUÉBEC, 600 JEUNES DES PLUS DYNAMIQUES ET PROVENANT DE PLUS DE 120 PAYS SE DONNERONT RENDEZ-VOUS DANS LA PLUS VIEILLE VILLE AU CANADA POUR TRAITER DU RÔLE QUE DOIVENT JOUER LES JEUNES DANS LE DÉVELOPPEMENT DU MONDE ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU MILLÉNAIRE DE L'ONU

Inscris-toi!

Après plusieurs mois de préparation, ReGénération 2008 est maintenant prêt à recevoir vos candidatures! Les jeunes de 15 à 30 ans de partout dans le monde peuvent maintenant présenter leurs réalisations directement sur le site web ou en imprimant les formulaires disponibles en ligne. Devenez partie intégrante de cet événement, inscrivez-vous dès maintenant!

Vous pouvez vous inscrire dans la catégorie de votre choix, soit :

- Jeune engagé dans le développement
- Jeune artiste
- Jeune journaliste
- Jeune éducateur
- Jeune observateur

L'événement ReGénération - 4e Congrès mondial des jeunes, prône la mise en valeur du développement mené par les jeunes. Le Congrès mondial des jeunes 2008 est né de l'intention d'individus de la région de Québec de réserver aux jeunes une place importante dans les fêtes du 400e anniversaire de la Ville de Québec, mais aussi de leur offrir l'opportunité de concevoir l'avenir de notre ville et du reste du monde. Cet événement est le résultat de la rencontre entre des jeunes représentants locaux et deux réseaux internationaux solidement établis.

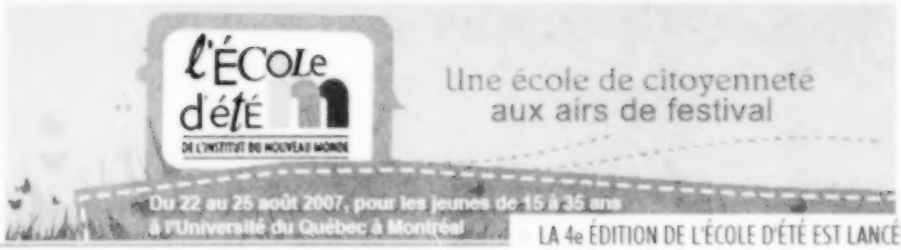
www.cmj2008.qc.ca

PEACE CHILD INTERNATIONAL

Québec

TakingITGlobal

INSPIRE. INFORM. INVOLVE.



LA 4e ÉDITION DE L'ÉCOLE D'ÉTÉ EST LANCÉE!

Plus de 700 jeunes âgés de 15 à 35 ans provenant des quatre coins du Québec et du monde, une centaine de conférenciers engagés et stimulants, une grande variété de sujets, une ambiance festive et quatre jours d'activités éclatées dont des tables rondes, du théâtre, des ateliers, voilà la recette de l'événement de l'été. Les arts, la science, l'entrepreneuriat social, les médias ou la Grande Déclaration des jeunes de l'INM sont au menu cette année, choisissez le parcours d'activités convenant à vos intérêts.

Nouveau prix réduit! 35 $ par personne (25 $ pour les membres de l'INM).

Voici quelques conférenciers que vous pourrez rencontrer à l'école d'été :
Charles Taylor et Gérard Bouchard - BIZ - Mario Dumont - Chico Whitaker - Stephen Lewis - Eva Ottawa
Thomas Mulcair - Raymond Chrétien - Hervé Kempf - Pauline Marois - Alexandra Szacka - Philippe Fehmiu
Norma Kozhaya - Patrick Lagacé - Et plusieurs autres!

www.inm.qc.ca

9e Symposium québécois de recherche sur la famille

LA FAMILLE À L'HORIZON 2020

Tel est le thème du 9e Symposium de recherche sur la famille, organisé conjointement par le Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec (CDRFQ) et le Conseil de la famille et de l'enfance, les 1er et 2 novembre prochain à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Au programme : un invité international, Julien Damon, du Centre d'analyse stratégique de Paris; six séances plénières avec la participation d'une vingtaine de spécialistes; un dîner-conférence sur la question autochtone; huit ateliers de communications. Les principaux thèmes portent sur les enjeux démographiques, économiques, juridiques et politiques de l'avenir des familles, sur les changements dans les structures familiales, sur l'avenir des enfants, sur la place des jeunes, sur les questions reliées au travail, à la culture et au temps, sur la vie associative et sur les solidarités intergénérationnelles ainsi que sur les familles immigrantes.

Le Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec est un organisme privé à but non lucratif qui a pour mission de contribuer, par la recherche, à l'avancement du savoir en matière familiale et faire servir à des fins d'éducation, de formation et de perfectionnement les connaissances résultant des travaux de recherche.

http://www.uqtr.ca/cdrfq/documents_pdf/%209eSymposium.pdf

Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec

Conseil de la famille et de l'enfance
Québec

Leaders et décisionnelles

YWCA QUÉBEC | UN POINT TOURNANT POUR LES FEMMES

Programme de la YWCA de Québec

Vous voulez vous impliquer dans une organisation, une entreprise, une fondation, un comité? Vous voulez devenir administratrice au sein d'une instance décisionnelle? Leaders et décisionnelles est là pour vous!

Deux volets sont proposés :

1. VOLET FORMATION

6 semaines, 15 heures de formation au total (un soir par semaine, les mardis de 19 h à 21 h 30), formation offerte par des professionnelles (avocates, comptables agréées, etc.)

Le calendrier 2007-2008 (5 possibilités) :
Du 25 septembre au 30 octobre 2007
du 6 novembre au 11 décembre 2007
du 22 janvier au 26 février 2008
du 11 mars au 15 avril 2008
du 29 avril au 3 juin 2008

Parmi les sujets abordés, les rôles et les responsabilités des administratrices, les procédures et les formules d'assemblées, etc.

2. VOLET MENTORAT

Le mentorat à la YWCA c'est...

- le jumelage entre une administratrice (mentore) et une femme qui veut apprendre les rouages d'un conseil d'administration à ses côtés (mentorée);
- axé sur la connaissance du conseil d'administration;
- une relation de partage, d'échange et d'entraide.

Les détails : 1 an (représente environ 3 heures par mois d'implication), dès le début septembre 2007 (faites-nous part de votre intérêt dès maintenant!). C'est gratuit! Vous devez avoir 18 ans et plus et être membre de la YWCA au coût de 30 $ par année.

Quelques avantages - mentore

Partager ses connaissances et transmettre ses acquis;
Transmettre les valeurs et la vision stratégique de l'organisation dans laquelle elle s'implique, etc.

Quelques avantages - mentorée

Vivre une expérience terrain au sein d'une instance liée à son champ d'intérêt;
Élargir son réseau de contacts;
Échanger, partager et apprendre des expériences vécues de sa mentore, etc.

Pour information et inscription aux formations et au mentorat, contactez :
Catherine Huard, chargée de projet Leaders et décisionnelles
YWCA de Québec, 855 avenue Holland, Québec (Québec) G1S 3S5
Tél. : (418) 683-2155 poste 32 / catherine.huard@ywcaquebec.qc.ca

La YWCA de Québec est un organisme à but non lucratif, existant depuis bientôt 132 ans, qui agit comme partenaire de la femme dans sa réalité et qui est animé par des valeurs d'engagement, de solidarité, de partage, de respect, d'intégrité et de transparence. Leaders et décisionnelles est rendu possible grâce au programme À égalité pour décider du Secrétariat à la condition féminine du Québec et du Forum jeunesse de la région de Québec.

www.ywcaquebec.qc.ca

Transitions familiales : rapport 2005-2006 sur la situation et les besoins des familles et des enfants

Mieux comprendre les dynamiques familiales lors d'importantes périodes transitionnelles est le défi qu'a relevé le Conseil de la famille et de l'enfance (CFE) dans son dernier rapport sur la situation et les besoins des familles et des enfants. Le CFE fait état des multiples adaptations nécessaires pour développer et préserver la relation parent-enfant. Parmi les huit périodes étudiées, le CFE s'est attardé à l'entrée dans la vie de couple et à l'arrivée de l'enfant, aux choix qui s'offrent aux parents à la fin du congé parental, à l'entrée à l'école primaire, secondaire et aux cycles supérieurs, au départ des enfants lorsqu'ils entrent eux-mêmes dans la vie adulte. Il s'est aussi intéressé aux transitions vécues lors d'une rupture ou d'une recomposition familiale et, enfin, à l'arrivée de la troisième génération. Plusieurs constats se dégagent de ce rapport, ce qui amène le Conseil de la famille et de l'enfance à soumettre des pistes d'action pour mieux prendre en compte les besoins des familles tout au long de leur cycle de vie.

www.cfe.gouv.qc.ca

Conseil de la famille et de l'enfance
Québec

Le CPJ rafraîchit son image

Le CPJ vient de compléter la refonte complète de ses outils de communication afin que ces derniers soient davantage représentatifs du rôle du CPJ et à l'image des jeunes.

Ainsi, le nouveau visuel arbore un micro, signifiant que le CPJ offre la parole aux jeunes. Le fil du micro se transforme en crayon, rappelant que les paroles recueillies auprès des jeunes sont retransmises par la voie de documents écrits, comme les rapports de recherche, les comptes rendus de forums de discussion, les avis ou encore les mémoires.

En plus de permettre une actualisation de l'image, cette refonte aura permis de revoir les matériaux utilisés pour les outils de communication du CPJ. Dans une perspective de développement durable, des cartons et papiers Enviro 100 ont été utilisés pour l'impression de la totalité des outils de communication du CPJ, soit les couverts de publications, les pochettes de presse, les dépliants et les signets du Conseil. Comme toujours, dans l'optique de réduire l'usage du papier, toutes les publications du CPJ peuvent être consultées en format électronique sur le site du CPJ à l'adresse suivante :

http://www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pub.html

100% FSC BIOGAZ

COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO
CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO
www.unesco.ca

Les municipalités unies contre le racisme et la discrimination

Par Cynthia Lacasse, agente de programme, Jeunesse, Commission canadienne pour l'UNESCO

Dans le processus de suivi de la Conférence mondiale sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance (Durban, Afrique du Sud, 2001), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a adopté en octobre 2003 une nouvelle stratégie intégrée de lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance. En mars 2004, l'UNESCO lançait la Coalition internationale des villes contre le racisme, une initiative visant à établir un réseau des villes intéressées par l'échange d'expériences afin d'améliorer leurs politiques de lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'exclusion.

La Commission canadienne pour l'UNESCO a lancé en 2005, lors de la réunion annuelle de l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne à Saskatoon, l'Appel à une Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination, invitant les villes à se joindre à ce vaste mouvement international. Au 1er juin 2007, 13 municipalités canadiennes, dont Montréal et Gatineau, avaient signé la Déclaration d'adhésion à la Coalition par laquelle les municipalités sont encouragées à élaborer leur propre plan d'action, conformément à 10 engagements communs. De plus, on les encourage à adopter une approche participative et inclusive et à amorcer le dialogue entre les communautés. Les municipalités signataires se sont rencontrées pour la première fois à Calgary le 1er juin dernier afin de dresser le bilan de la situation et discuter des orientations futures.

Pour les municipalités signataires, la Coalition permet :

- de documenter et de faire avancer le travail entrepris au sein de leur propre milieu pour combattre le racisme et la discrimination et bâtir des communautés plus inclusives;
- d'échanger des pratiques et des connaissances avec d'autres municipalités et des groupes au Canada et à travers le monde;
- de collaborer et de partager les responsabilités avec d'autres institutions et membres de la société civile afin d'agir et d'élaborer de meilleurs outils et mesurer les progrès.

Que peuvent faire les jeunes à titre de citoyens?

Éliminer le racisme et la discrimination est la responsabilité de tous. La participation des organismes locaux et nationaux, des chercheurs, des groupes communautaires, des institutions publiques et privées, d'autres paliers de gouvernement et des particuliers intéressés, est essentielle au succès de la Coalition des municipalités contre le racisme et la discrimination. Voici quelques suggestions pour y participer activement :

- se renseigner sur les engagements;
- contacter votre municipalité pour savoir si elle envisage de se joindre à la Coalition;
- élargir le cercle des intéressés en parlant de la Coalition à d'autres intervenants locaux;
- organiser une consultation sur les engagements communs et les exemples d'actions pour lutter contre le racisme et la discrimination et déterminer le rôle que votre organisme peut jouer au sein de la Coalition;
- écrire à votre maire en l'encourageant à adhérer à la Coalition;
- demander à ce que cette initiative soit placée à l'ordre du jour du conseil municipal et encourager les membres de votre collectivité à faire une présentation devant le conseil municipal, afin d'expliquer l'importance de se joindre à la Coalition pour intensifier la lutte contre le racisme et la discrimination, dans l'intérêt de chacun.

Pour de plus amples renseignements sur la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination, veuillez communiquer avec la Commission canadienne pour l'UNESCO à info@unesco.ca ou par téléphone au 1-866-669-4346.

Une brochure est disponible en ligne au
www.unesco.ca/fr/activite/sciences/default.aspx

Pour en savoir plus sur la Coalition internationale des villes contre le racisme de l'UNESCO, visitez le
www.unesco.org/shs/citiesagainstracism

La Coalition canadienne des municipalités contre le racisme est endossée par l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (ACCCDP), la Fondation canadienne des relations raciales (FCRR), les Centres d'amitié autochtone (NFAC), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des Municipalités du Québec (UMQ).

Secrétariat
de l'Assemblée des
Premières Nations
du Québec
et du Labrador

CONSEIL DES JEUNES
DES PREMIÈRES NATIONS
DU QUÉBEC ET DU LABRADOR
FIRST NATIONS
OF QUEBEC AND LABRADOR
YOUTH COUNCIL

Kuei!
Bonjour à tous,

Je m'appelle Serge Rock et je suis originaire de la communauté Innu (Montagnais) de Pessamit. Cette communauté autochtone est située à mi-chemin entre Forestville et Baie-Comeau sur la Côte-Nord.

Depuis le 2 avril dernier, j'exerce la fonction de coordonnateur régional jeunesse au sein de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL). L'objectif premier de mon travail consiste à créer, d'une part, et renforcer, d'autre part, des conseils de jeunes à l'intérieur des communautés des Premières Nations au Québec et au Labrador. La clientèle visée par cette démarche comprend les jeunes de 15 à 30 ans.

Je compte débuter une tournée à travers les différentes communautés à partir du mois de septembre afin de rencontrer les jeunes dans leur milieu de vie et les inciter à se structurer pour former des conseils de jeunes ou encore renforcer ceux déjà existants. Bien sûr, le milieu urbain fera aussi partie de mes priorités car il y a un nombre croissant de jeunes issus des Premières Nations qui sortent des communautés pour les études et le travail.

De plus, l'autre volet de mon travail consiste à mettre sur pied un site Internet dédié à la jeunesse des Premières Nations. Ce site se veut une porte d'entrée sur la réalité des Premières Nations et toute la dynamique qui nous entoure.

En tant que responsable du dossier jeunesse des Premières Nations au sein de l'APNQL, je souhaite entrer en contact avec le plus grand nombre d'organismes afin de créer un réseau de contacts efficace et viable. De cette manière, nous allons être en mesure de faire circuler l'information afin de permettre la création d'activités communes entre nos nations. Si vous avez des colloques, des forums ou encore des conférences où la jeunesse autochtone pourrait s'impliquer, faites-moi signe et je vais tâcher de vous mettre en contact avec les personnes-clés.

En terminant, je suis disposé à répondre à vos questions et interrogations en ce qui concerne les dossiers reliés à la jeunesse des Premières Nations. Vous pouvez aussi me contacter pour toute information relative aux Premières Nations.

Merci à tous. Niaut! Au revoir!

Serge Rock

Coordonnateur régional jeunesse
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador

250, Place Chef Michel Laveau, bureau 201, Wendake, (Québec), G0A 4V0
Tél. : (418) 842-5020 Fax : (418) 842-2660 E-mail: jeunes.youth@apnql-afnql.com

Un jeune qui pratique une activité culturelle en parascolaire réussit mieux son parcours collégial

Le Réseau intercollégial des activités socioculturelles du Québec (RIASQ) a publié, à la fin du mois de mai 2007, les résultats d'une enquête scientifique démontrant, statistiques et analyses à l'appui, qu'un jeune qui pratique une activité culturelle en parascolaire réussit mieux son parcours collégial.

Les résultats

La partie quantitative de l'enquête conclut à l'existence de liens positifs manifestes entre la pratique d'activités socioculturelles et la réussite scolaire et éducative. Ainsi les étudiants participant à au moins une activité artistique au sein de leur collège :

- ont une moyenne scolaire plus élevée;
- songent, en proportion, deux fois moins que les autres à abandonner leurs études;
- considèrent davantage que le collège est un milieu stimulant;
- sont plus engagés dans du bénévolat au sein de leur milieu;
- ont des valeurs moins axées sur la consommation.

Par ailleurs, l'étude de cas et les groupes de discussion menés auprès d'étudiants du Cégep de Sainte-Foy révèlent que la pratique d'activités socioculturelles :

- est une source de motivation aux études et de valorisation personnelle;
- favorise l'expression d'un fort sentiment d'appartenance au groupe (facteur clé d'une adaptation réussie au collège);
- permet d'acquérir de nouvelles habiletés (communication, créativité, organisation, adaptation, etc.) et donc de mieux relever ses défis personnels;
- contribue à définir l'orientation et l'identité personnelle;
- a un effet positif sur la persévérance aux études.

Le RIASQ

Créé en 1995, le RIASQ est une corporation à but non lucratif qui oeuvre au développement d'activités éducatives de loisir culturel pour les jeunes du milieu collégial. Affilié à la Fédération des cégeps, l'organisme regroupe la grande majorité des services d'animation culturelle des collèges, centres d'études et campus du Québec, publics et privés. En 2006-2007, 67 établissements desservant 130 000 étudiants, soit 83 % de la clientèle totale du réseau collégial, sont membres du RIASQ. Le RIASQ produit chaque année desévénements intercollégiaux qui ont fait leur place dans le calendrier culturel québécois, parmi lesquels Cégeps en spectacle, l'Exposition d'arts plastiques, le Festival de danse et le Festival de théâtre.

www.riasq.qc.ca/riasq/publications.html

1 130 jeunes se sont établis en région avec le soutien de Place aux jeunes du Québec

Des 1 130 jeunes diplômés établis en région avec le soutien de Place aux jeunes du Québec (PAJQ) au cours de la dernière année, 44 % étaient non originaires du lieu d'établissement et 10 % étaient de jeunes entrepreneurs. Les excellents résultats obtenus par l'organisation lors de son exercice 2006-2007 démontrent que les jeunes ont un intérêt bien réel à mener leur vie hors des grands pôles urbains.

Les jeunes quittent les régions pour gagner de l'autonomie, poursuivre des études ou suivre un conjoint et non par désintérêt. D'ailleurs, 60 % des jeunes affirment généralement vouloir s'établir en région si un emploi intéressant était disponible. Or, à plusieurs dizaines ou centaines de kilomètres de distance, la recherche d'un emploi ou d'un logement et le processus de démarrage d'entreprise peuvent s'avérer laborieux. C'est pour faciliter ces démarches que les 69 agents de migration Place aux jeunes/Desjardins proposent leurs services à distance. « Il ne se passe pas un jour sans qu'un jeune nous témoigne son intérêt pour poursuivre sa vie en région. Au cours de la dernière année, les agents de migration ont accompagné 3 673 jeunes dans leur démarche de migration » explique Gino Reeves, directeur général de PAJQ.

De surcroît, la récente année aura permis à 961 jeunes diplômés de participer à un séjour exploratoire dans la région de leur choix, et ce, tout à fait gratuitement. Ces séjours sont axés sur la découverte du milieu, le développement d'un réseau de contacts et la planification de l'installation. Parmi ce millier de participants, 23 % étaient de jeunes entrepreneurs potentiels et 12 % étaient d'origine immigrante.

PAJQ travaille aussi en amont auprès des adolescents afin qu'ils connaissent les opportunités que leur offre leur région avant une éventuelle migration. Plus de 21 000 jeunes ont été sensibilisés en 2006-2007. Par ailleurs, le site www.accrodesregions.qc.ca permet aux jeunes de rester en contact avec leur région d'origine ou un territoire où ils aimeraient poursuivre leur carrière. Plus de 20 000 abonnés sont ainsi mis au courant du dynamisme des régions et des emplois et stages qui y sont offerts. Cette vitrine de diffusion est gratuite pour les employeurs des régions qui, rappelons-le, sont constamment à la recherche d'une main-d'oeuvre qualifiée.

Depuis 17 ans, PAJQ travaille à lutter contre l'exode et à faciliter l'établissement de jeunes diplômés en région. Son réseau a connu une croissance fulgurante au cours des dernières années. Grâce au soutien du Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Place aux jeunes se déploie aujourd'hui hors du Québec au Manitoba, au Yukon et en Nouvelle-Écosse. L'organisation est également présente en France depuis plusieurs années.

À l'échelle nationale, PAJQ est soutenu financièrement par le Secrétariat à la jeunesse dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 et le Mouvement Desjardins. Localement, les 69 Place aux jeunes peuvent compter sur l'appui de plus de 4 800 partenaires économiques, sociaux, politiques et scolaires. Les activités de ces PAJ régionaux sont confiées à des Carrefour jeunesse-emploi (CJE), à des Place aux jeunes incorporés, à des Centre local de développement (CLD) ou à d'autres organisations jeunesse locales.

Vous avez des nouvelles à diffuser? La prochaine date de tombée du Rouage est le 10 septembre 2007. Vous pouvez faire parvenir vos articles et images à l'adresse suivante : conseil.jeunesse@cpj.gouv.qc.ca

Bon été !

Ce bulletin est produit par le Conseil permanent de la jeunesse
www.cpj.gouv.qc.ca
12, rue Sainte-Anne, 2e étage, Québec (Québec) G1R 3X2
1-800-363-1049
ISSN : 1188-0546